

## Il faut que ça change

Publié dans *Les Cahiers Rouges*, août-septembre 1937

Ce qui caractérise l'attitude du Parti, dans la période actuelle, c'est une sorte de résignation, de passivité, de laisser-aller général qui le place presque toujours à la remorque des événements. On ne veut pas prévoir, on refuse de préparer, on ne parle plus en parti de classe, animateur du mouvement prolétarien, traduisant ses aspirations, dirigeant ses réactions, ramassant les manifestations de sa vie et de sa lutte quotidiennes pour le diriger contre l'ennemi qui, lui, toujours debout, ricane et triomphe de nos timidités et de nos défaillances...

Nous pourrions expliquer cela par des considérations multiples. Nous pourrions mettre en relief sans avoir besoin d'analyser minutieusement le contenu politique des conceptions de la majorité ou les vieilles habitudes parlementaires des camarades qui dirigent le Parti, les signes évidents de révisionnisme et de confiance aveugle dans la légalité bourgeoise qui ont déjà conduit au tombeau plusieurs puissantes organisations sociale-démocrates. Mais nous voulons consacrer notre effort à un travail plus concret, plus réaliste, plus efficace.

### Que se passe-t-il?

#### Que se passe-t-il au point de vue économique?

Une légère reprise, dont la fabrication de l'outillage de destruction (l'appareil militaire) absorbe les possibilités d'avantages qu'elle pourrait représenter pour le prolétariat.

En même temps, une « *polarisation* » accentuée des forces sociales autour du grand capitalisme d'une part, et de la classe ouvrière de l'autre. Entre les deux, les classes moyennes, les fonctionnaires moyens et bientôt la paysannerie, risquent d'être écrasés, à bref délai, avec toutes les répercussions politiques que cela comporte. Comme les capitulations du 5 mars et du 20 juin ont remis la direction politique du pays (en dépit de tous les camouflages!) entre les mains du grand capitalisme, celui-ci est en train de faire peser sur les travailleurs les charges des réformes sociales conquises en juin et aussi le fardeau écrasant de la préparation de sa guerre.

On pourra dire tout ce qu'on voudra des « *sacrifices* » que le Parti consent « *magnanimement* » au maintien du Front populaire... on ne justifiera jamais aux yeux des militants sérieux du parti ou du front populaire une politique directement opposée à la volonté du suffrage universel. On devait défendre le pain des travailleurs et attaquer les oligarchies industrielles et financières: on renforce les oligarchies industrielles et financières et les travailleurs voient leur capacité de consommation terriblement entamée par la hausse des prix déjà effective ou à venir, les augmentations de tarifs (transports, électricité, gaz, eau, etc.), les aggravations d'impôts et des taxes fiscales.

### Il faut que ça change!

Un moment vient où le prétendu « *sacrifice à l'union* » n'est plus qu'une complicité ouverte avec la bourgeoisie capitaliste. Le Parti doit se dégager de cette étreinte mortelle, sans s'occuper des conséquences: « *fais ce que doit, adviene que pourra* », telle est la devise d'un Parti de classe honnête et probe.

C'est pourquoi nous demandons à tous les militants, à tous les candidats, de dégager la responsabilité du Parti d'une politique qui n'est pas la sienne et de proposer des solutions socialistes: en premier lieu, la nationalisation des trusts, et la seule tactique efficace, « *glorieuse et éprouvée* » pour les arracher de haute lutte: l'action directe de classe.

En dehors de ces mots d'ordre clairs et de cette volonté de combat largement déployée, il n'y a pour notre Parti ainsi que pour l'ensemble des victimes du régime capitaliste que sombres perspectives et désastres inévitables.

## **Faire ce qu'on dit**

Nous avons insisté auprès de la majorité du Parti pour qu'elle applique ses décisions.

Par exemple, la motion unanime sur la laïcité doit être traduite par le dépôt des textes de loi organisant, entre autres choses, la nationalisation de l'enseignement et l'introduction des lois laïques en alsace.

Le groupe parlementaire doit entrer en contact avec la Fédération Générale de l'Enseignement de la C.G.T. et déposer les textes sans aucune considération de procédure. Il doit mettre chaque organisation du Front Populaire devant ses responsabilités: Si les uns ne sont plus « *anticléricaux* », si les autres s'obstinent à tendre les mains aux catholiques, le Parti socialiste, lui, est unanimement dressé contre les entreprises de l'Eglise. Et les ministres socialistes doivent traduire par leurs actes la mise en garde du Congrès contre « *toute attitude ou déclaration insuffisante ou équivoque en cette matière.* »

C'est-à-dire qu'on ne devra plus voir des compromissions scandaleuses comme celle dont se réjouit tant la « *Semaine Religieuse* » de Paris du 16 juillet à l'occasion des réceptions officielles grandioses qui ont accueilli en France le nonce Pacelli ([1RD](#)), avec la collaboration de « *toutes les autorités civiles et militaires* »...

De même dans l'action en faveur des peuples coloniaux: nous en avons assez de voir les fonctionnaires fascistes redresser la tête, d'observer la multiplication des symptômes les plus inquiétants: grève de la faim en Indochine (où le chef de la Sûreté, Grandjean, fasciste notoire, continue sa besogne de provocation); arrestation de Messali ([2RD](#)) à Alger et du délégué musulman au Congrès de Marseille, Ben Salem, dans le Sud Algérien; fusillades de Meknès; suspension de notre journal: « *les débats socialistes* », créé par les élus socialistes marocains pour rendre compte de leur mandat.

La C.A.P. doit rappeler aux ministres socialistes de l'Intérieur et des Colonies les termes des motions coloniales adoptées par les Congrès de Huyghens et de Marseille et exiger leur exécution.

## **Espagne**

Une émotion légitime s'est emparée de la grande majorité des militants à la nouvelle que le gouvernement Chautemps s'engageait à fond derrière l'impérialisme britannique à la suite des propositions du plan Eden. A quelques jours de notre décision à Marseille, il y avait là un défi insupportable à l'adresse de la classe ouvrière de notre pays qui a hissé au pouvoir ceux qui devraient mieux tenir compte de sa volonté.

La nécessité du retrait des « *volontaires* » (150 000 Italiens d'un côté, 8 000 antifascistes de l'autre) et celle du retour à la liberté du commerce avec l'Espagne constituent plus que jamais les revendications vers lesquelles peuvent converger les efforts du gouvernement et des Internationales. Mais là encore la carence de nos organisations de classe qui s'en remettent à leurs gouvernements du soin de protéger une révolution naissante est trop éclatante pour ne pas expliquer toutes les défaites subies.

Ce sont les fascistes qui pratiquent « *l'action directe* »: vol de télégrammes secrets, réseau d'espionnage, enlèvement de navires, chaque semaine démontre leur activité. Et de notre côté, lorsque nous demandons aux organisations ouvrières de créer leur propre autodéfense de classe, lorsque nous préconisons la constitution de piquets populaires de surveillance partout où l'activité fasciste peut s'exercer : centraux, ports, douanes, etc... on nous considère parfois comme des illuminés ou des aventuristes ou plus. Et pourtant rien, absolument rien ne pourra dispenser la classe ouvrière de créer ses propres institutions de sécurité, de contrôle, de gestion, de préparation à la conquête, puis à la conservation du pouvoir.

Les 250 000 francs de crédit votés par la C.G.T. pour la « *défense nationale de la bourgeoisie* » auraient été autrement efficaces s'ils avaient été utilisés à créer cette « *défense internationale de classe* » que les forces fascistes, en ce qui les concerne, ont développée dans le monde avec un luxe inouï de moyens matériels.

Enfin nous avons demandé (vraiment, hélas!) que le processus contre-révolutionnaire observé en Espagne sous l'influence croissante du stalinisme soit contrarié par une collaboration effective de notre Parti et du Parti socialiste espagnol. La C.A.P. n'a pas retenu notre proposition de délégation permanente. Nous assurerons donc seuls les tâches de solidarité internationaliste et révolutionnaire qui dressent dans le monde entier, autour du P.O.U.M, de la C.N.T. et de la gauche du Parti socialiste (Caballero), un solide rempart de protestations et une volonté farouche de protection de l'unité d'action antifasciste.

## La guerre

Nos perspectives se vérifient sur le plan international: la guerre impérialiste menaçante cherche un point de rupture et une occasion, les adversaires se tâtent déjà, s'éprouvent. Des torpillages, des opérations sans déclaration de guerre, des manœuvres diplomatiques de grand style ont pour objet de sonder le degré de résistance ou de préparation de l'adversaire.

Plus que jamais, clamons aux travailleurs du monde entier que la Révolution prolétarienne constitue leur suprême et unique sauvegarde. Refusons la guerre impérialiste comme solution à quelque difficulté que ce soit.

Et préparons les esprits et les hommes à utiliser les complications dans lesquelles va se trouver engagé le régime capitaliste pour l'abattre définitivement dans notre pays et venir en aide aux prolétaires des pays fascistes dans leur nécessaire libération sociale.

## Ça changera

Crise économique, crise monétaire, crise financière, crise internationale, crise finale d'un système condamné, travailleurs socialistes, jamais la nécessité de vos tâches n'aura été plus éclatante.

Au travail! Sans concession à l'ennemi! Sans dissimuler nos objectifs, sans douter du succès final. Pour la prochaine grande bataille sociale, la minorité du Parti socialiste (tendance Gauche Révolutionnaire) compte sur vous: ça changera, si vous le voulez.

**Notes :**

(1RD) Le nonce Pacelli, il s'agit du futur Pie XII.

(2RD) Messali Hadj, fondateur du mouvement communiste algérien